



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Fin de l'opération Barkhane

Question au Gouvernement n° 4132

Texte de la question

FIN DE L'OPÉRATION BARKHANE

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Ferrara.

M. Jean-Jacques Ferrara. Ma question s'adressait initialement à Mme Florence Parly, ministre des armées. En son absence et en l'absence du Premier Ministre, je la pose à M. Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

La semaine dernière, le Président de la République a annoncé la fin prochaine de l'opération Barkhane. Contrairement à ce qui a pu être écrit ou dit ici ou là, il ne s'agissait que d'une demi-surprise. La transformation de l'opération Barkhane en un dispositif de coopération régionale, s'appuyant sur d'autres forces internationales, était en effet dans l'air du temps depuis plusieurs mois. En conclusion de leur rapport d'information sur l'opération Barkhane, rendu il y a deux mois, nos collègues Sereine Mauborgne et Nathalie Serre en décrivaient même le scénario.

La fin de Barkhane ne signifie donc pas la fin de l'engagement militaire français au Sahel. Le général Lecointre – auquel je rends ici hommage pour son action comme chef d'état-major des armées – (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.* – *M. David Habib applaudit également.*) ne cache d'ailleurs pas que, selon lui, les forces françaises pourraient y rester déployées durant des années.

Si la décision semble avoir été prise sans que ses modalités précises n'aient été arrêtées, j'aimerais que vous confirmiez que non, nous ne quittons pas le Sahel, et que oui, nous continuerons d'y combattre Al-Qaïda et Daech, car il ne faudrait pas que l'annonce du chef de l'État soit utilisée comme un argument de campagne.

Il serait malvenu d'utiliser ainsi l'engagement de nos soldats, car le sujet est trop grave. Il y va de la sécurité des populations africaines, qui payent le plus lourd tribut au terrorisme. Et il y va de la sécurité de la France et de l'Europe, des Français et des Européens. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. En l'absence de M. Jean Castex qui, vous le savez, est tenu de s'isoler...

M. Maxime Minot. À la maison !

M. le président. ...car il est cas contact, c'est M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, qui représente le Premier ministre et répondra.

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères*. Je suis d'accord avec votre diagnostic sur la décision prise par le Président de la République relative à l'évolution de la présence de nos forces au Sahel. Nous avons engagé des discussions et des consultations avec nos partenaires pour aboutir à une transformation profonde de notre présence militaire au Sahel, qui se traduira par la fin de ce qu'on appelle une opération extérieure (OPEX), pour aller vers une coopération d'appui et de soutien aux armées des pays du Sahel.

C'est un nouveau cadre pour notre engagement, qui nous permettra de poursuivre notre action avec nos collègues de la force Takuba. Les huit pays européens qui en font partie, dont la France, en constitueront toujours la colonne vertébrale. Il nous permettra aussi de poursuivre le soutien à l'organisme de formation de l'Union européenne au Mali – EUTM – que vous connaissez, et de continuer à être la force de réassurance de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali – MINUSMA.

Il s'agit donc d'une opération de réadaptation face à la nouvelle donne de la menace. La France continuera évidemment à lutter contre les groupes armés terroristes ; c'est une priorité absolue. Mais, vous le savez et vous faisiez référence au général Lecointre, les concepts militaires évoluent en fonction de la menace : il faut les adapter. Dans des fonctions antérieures, j'ai été le responsable indirect de l'opération Serval, qu'il a fallu transformer en opération Barkhane.

Aujourd'hui, nous avons deux piliers : celui de la coopération et celui du contreterrorisme. Ils seront maintenus pour combattre ce qui est notre ennemi et notre menace au sud, c'est-à-dire les forces de Daech et d'Al-Qaïda contre lesquelles nos soldats – auxquels je rends hommage – luttent depuis maintenant près de neuf ans. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Jacques Ferrara](#)

Circonscription : Corse-du-Sud (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4132

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juin 2021](#)